

# LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

## ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.  
Étranger : Un an 8 fr.  
10 centimes le numéro.

## RÉDACTION ET ADMINISTRATION

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL

PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ : RENÉ CHAUVIN.

Les Annonces sont reçues

A la Société générale de Publicité  
7, rue Drouot

## BANQUET SOCIALISTE DU 24 FÉVRIER

Le 24 février prochain, aura lieu un grand banquet, organisé sous les auspices du Conseil National du Parti Ouvrier Français et présidé par le citoyen Jules Guesde.

Tous les élus du Parti seront présents. Des cartes sont à la disposition des militants, au siège social du Socialiste, 5, rue Rodier.

## APPEL

### Au Proletariat Anglais

Dans sa réunion du dimanche 15 janvier, le Comité d'Alliance socialiste a rédigé l'appel suivant :

Camarades,

Nous assistons avec la plus vive inquiétude et la plus grande indignation aux efforts tentés des deux côtés de la Manche pour jeter l'un contre l'autre deux grands peuples qui, pour le bien de l'humanité, doivent rester unis.

Nous espérons que l'action combinée du prolétariat anglais et du prolétariat français prévendra ce désastreux conflit.

Nous savons et nous crions bien haut que les dirigeants de notre pays ont une large part de responsabilité dans cette crise. Toujours prêts à désavouer leur origine républicaine, ils ont été plus flattés de la plus trompeuse amitié d'un despote que soucieux des sympathies d'un peuple libre.

Nos classes industrielles, sans initiative et sans vigueur, retournent à la paresseuse exploitation de la vieille méthode coloniale.

Leur protectionnisme lèse les justes intérêts des autres peuples, opprime et dépouille les indigènes et ralentit l'activité générale de l'humanité.

Les vôtres, condamnés par l'intérêt même du capitalisme, ne vivent que de la clientèle du dehors et des débouchés lointains.

Vos hommes d'Etat ont approuvé sournoisement des entreprises déloyales comme celle de Janneton et leur impérialisme agressif est une menace terrible pour la paix du monde.

Le capitalisme français, jaloux et envieux, le capitalisme anglais, âpre et sans scrupule multiplient entre les deux peuples les points d'irritation et de conflit.

Mais ce qui ajoute à tous ces maux et à tous ces périls, c'est que dans les deux pays, la classe patronale essaie d'engager à sa suite une partie du prolétariat.

Nos industriels et les vôtres veulent persuader aux ouvriers que c'est dans leur intérêt et pour leur procurer du travail qu'ils se disputent, par la guerre, les débouchés coloniaux.

C'est une tromperie.

Le salut du prolétariat sera dans le communisme corporatif qui permettra aux travailleurs de procurer pour eux-mêmes, et qui substituera un débouché intérieur toujours plus large, à la recherche inquiète et maladroite des débouchés extérieurs.

Alors, la politique coloniale cessera d'être une extension de la rapacité capitaliste pour devenir l'accomplissement de la civilisation humaine.

Mais, pour atteindre ces grands objets, le prolétariat universel a avant tout, besoin de la paix.

Nous estimons donc que notre devoir commun le plus pressant est de supprimer, par une instante propagande socialiste et ouvrière, tous les germes de conflit.

Il faut que nous redoublions nos efforts. C'est dans cet esprit que nous vous envoyons nos plus fraternelles sympathies.

Vive la paix entre les nations ! Vive le prolétariat universel !

## VICTOIRE SOCIALISTE

Pendant que se réunissait, à Carpentras, le Congrès départemental de Vaucluse, les travailleurs de cette ville se rendaient aux urnes pour pourvoir au remplacement de huit conseillers municipaux et envoyaient à l'Hôtel de Ville les huit candidats présentés par le cercle du Parti avec le programme municipal du Congrès de Lyon.

Sont élus nos amis Agnel, Double, Fourmen, Louis Griffoul, Lunel, Mouillade, Léon Napoléon, Rogier, qui battent à quarante voix les candidats radicaux.

Une telle victoire est le couronnement de l'énergique campagne menée en mai dernier, dans l'arrondissement de Carpentras, par notre ami Gabriel Bertrand.

Le nombre de voix obtenu démontre éloquemment les progrès réalisés par le Parti dans la cité carpentrassienne :

Aux élections municipales de 1893, nos amis obtenaient 45 voix ;

A l'élection législative du 8 mai 1898, le citoyen Gabriel Bertrand en réunissait 172.

Et ce nombre vient de s'élever, le 8 janvier dernier, à 253, et le 15, à 310.

Les groupes du Parti qui n'ont pas encore répondu au QUESTIONNAIRE qui leur a été adressé par le Conseil national, sont instamment priés d'y aviser sans retard.

## LA FÉDÉRATION DES MINEURS

Le Temps parle avec un ton atterré de l'Union qui partage avec celle des tisserands du Lancashire la palme de l'organisation ; d'où vient ce revirement après les attaques d'il y a quelques années, lors de la grande grève des mineurs ?

En premier lieu il existe dans une branche de l'Union, celle des mineurs de Durham et du Northumberland, une résistance très obstinée contre l'intervention de l'Etat dans les questions ouvrières, notamment à propos de la journée de huit heures. En effet, comme l'a d'ailleurs signalé en plein Parlement un député conservateur, lord Randolph Churchill, les mineurs de ces districts n'ont pas besoin de la réduction de la journée de travail puisque par un accord avec leurs patrons, on fait travailler des enfants et des adolescents dans les mines, ce qui permet aux adultes de ne travailler que six ou sept heures.

Ensuite les leaders de la Fédération ont toujours marché à la remorque du parti libéral et, même aujourd'hui que ce dernier n'existe plus que comme souvenir, ils s'acharnent encore à essayer d'en tirer quelque chose. M. Pickard a attaqué la loi sur les accidents ; cela ne l'a pas empêché de la voter malgré ses imperfections, avec tous les députés ouvriers, car jamais un gouvernement libéral n'eût osé lancer un pareil défi au principe de la liberté d'exploitation. En période capitaliste, il n'y a qu'une prévention possible des accidents, c'est l'amende infligée aux patrons.

Mais — à part ces raisons qui expliquent les sympathies momentanées du Temps — on est étonné de trouver à propos des leaders de la Fédération un éloge enthousiaste qui détonne à côté des reproches faits par le même journal aux secrétaires des syndicats de Lens, par exemple, lors de la grève : « Les Pickard, les Burt, les Woods, pour ne nommer que ceux-là, sont des hommes d'élite, qui ne se sont élevés à force de travail, d'énergie morale, de vigueur intellectuelle, de dignité de vie qu'afin de mieux servir la classe à laquelle ils appartiennent par toutes les fibres de leur être... »

De ceci il appert — comme disent les gens de loi — que le Temps admet qu'un ouvrier s'instruit, quitte le travail manuel pour s'occuper des intérêts de ses frères de travail. Qu'on relise — si l'on veut — les attaques du Temps contre Basly à l'époque de Decazeville ou même auparavant, lors de la grève d'Anzin : « on parlait alors de ces gens qui se faisaient entretenir par les ouvriers, de ces cabaretiers qui s'enrichissaient dans les grèves.

Notons que le Temps semble admettre qu'il y ait une classe ouvrière : voilà M. Clémenceau dépassé, lui qui n'a jamais pu s'élever jusqu'à la hauteur de ce concept, d'après lui les classes ont disparu aussitôt après la nuit du 4 août, le 5 au matin.

Que les temps sont changés, dans le journal de M. de Pressensé ; serait-ce parce qu'enfin la Fédération des Mineurs se révèle comme une force avec laquelle il faut compter, depuis l'adjonction des 60,000 mineurs du pays de Galles ; ou bien simplement, par ce jeu de bascule un peu trop connu qui consiste à opposer aux syndicats français les unions anglaises ? Tout cela était bon avant les Congrès internationaux ; maintenant, les malentendus fomentés par les bourgeois des deux côtés du détroit entre les ouvriers français et anglais sont dissipés.

BONNIER.

## UNE INTERPELLATION

Notre ami, U. Pastre, député du Gard, vient d'adresser la lettre suivante au ministre des Travaux publics :

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous faire connaître mon intention de vous interpellier dans une de nos plus prochaines séances sur l'arrêté du 20 décembre dernier fixant, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1899, la perception des frais accessoires imposés aux marchandises, voitures et animaux transportés sur les chemins de fer d'intérêt général.

La mise en vigueur de ce nouveau tarif, sans publication préalable, constitue un abus de pouvoir. Je pense qu'il est du devoir de la Chambre de protester contre l'emploi qu'on a fait de l'article 41, de l'ordonnance du 15 novembre 1846, relatif au droit d'homologation des modifications apportées aux tarifs de chemins de fer.

Mais ce qui est encore peut-être plus urgent de connaître, c'est de savoir pourquoi le commerce, l'industrie, l'agriculture, tout le monde du travail, va être rançonné, pour accorder de semblables libéralités aux grandes compagnies dont les recettes s'accroissent de jour en jour dans une proportion notable.

Dans l'espoir que des explications, qui s'imposent seront à bref délai fournies au Parlement, je vous prie, etc.

U. PASTRE.

## BUDGET TROUÉ

Un sac bien rond et bien rempli, ficelé à la hâte, percé de nombreux trous dans le fond, voire sur les côtés, tel est l'aspect sous lequel — pour ne pas changer — nous apparaît le budget présenté, cette semaine, à la Chambre et au pays, par M. Camille Pelletan.

Le rapporteur général, nul ne l'ignore, a de l'esprit et du meilleur ; mais tous ses bons mots, pour ceux qui ne se paient pas de cette monnaie, ne peuvent suffire à oublier les gaspillages et les vols que décèle l'exposé de notre situation financière. C'est une vieille histoire, sans doute, que de protester contre l'accroissement des dépenses ministérielles, mais il convient, pour l'instruction des petits contribuables de la boutique et du champ qui sont les victimes les plus durement frappées et écrasées par le budget, pour les prolétaires de toute catégorie courbés sous le salariat — il convient de signaler certains foyers de brigandage financier où disparaissent les plus fortes contributions imposées à l'activité nationale.

Pour cette fois, nous n'en examinerons que deux, et certes, ce sera assez pour la flétrissure de notre régime fiscal.

A tout seigneur, tout honneur : la première place est due aux Compagnies de Chemin de fer. Elles ont sur la conscience — si toujours on peut leur en soupçonner une — de nombreux méfaits. Il est vrai que les ministres successifs de la troisième République bourgeoise sont complices, et complices toujours acquittés par le jury capitaliste.

Examinons, en attendant la fameuse justice des choses chère à feu Gambetta, le nouvel acte d'accusation.

Les Conventions — scélérates, par excellence, — qui forcent l'Etat à garnir annuellement le gousset des actionnaires, seront fécondes en petits bénéfices, pour ces messieurs des compagnies, pendant 1899. Il se trouve que les frais d'établissement de lignes nouvelles ont augmenté dans de colossales proportions... du moins, les registres l'établissent. Quoi qu'il en soit, nous sommes bel et bien redevables, d'un seul coup, de l'insignifiante somme de 6 millions. Six millions ! excusez du peu. Six millions ! mais, c'est une bagatelle ; comme dit l'autre ; c'est pour rien !

L'Etat rembourse, rembourse sans fin. Il rembourse les dépenses générales d'administration, celles du service de la voie, celles du service du matériel fixe, celles du service des achats de terrains et bornage, que sais-je encore ? Ah ! j'oubliais : il rembourse les faux frais des approvisionnements, j'ignore ce que cela représente, ces faux frais : en tout cas... l'Etat rembourse, rembourse, sans compter, avec la prodigalité bête d'un vieux monsieur.

Les Compagnies prélèvent un bénéfice, énorme sur le matériel fixe, tel que traverses, plaques tournantes, appareils de voies, et puis, l'incorporent dans les comptes de garantie d'intérêt. Vlan ! le tour est joué. Ne dirait-on pas un huissier ou un usurier, apportant sa note, et réclamant, après un tas de petites additions, trente ou quarante fois la somme dépensée ? C'est bien ainsi.

En 1901, le P.-L.-M effectue des travaux pour 14 millions. L'Etat rembourse cette somme et paie, en plus, 2,500,000 francs, pour frais généraux. Soit 16,61 pour cent.

La Compagnie de l'Est, en 1893, sort de sa caisse, 12,321,421 francs pour la construction de lignes neuves. L'Etat rend les 12,321,421 fr. et ajoute, pour les frais généraux, 1,881,385 fr. Soit un peu plus de 18 pour cent.

Allons, bon contribuable, vide tes poches : ton argent s'en va dans celles des actionnaires. Paie, paie encore à cet Etat, dont sont les maîtres des coquins et des financiers qui se rient de toi, l'ineffable gogo !

Après le trou des Compagnies, vient immédiatement le trou colonial. De celui-là aussi on parle souvent, sans jamais penser à le fermer. Le budget de 1899 — pour bien finir notre siècle, j'imagine — élargit l'ouverture dans de telles dimensions, que 80 millions vont passer au travers.

La France dépense, à elle seule, pour ses colonies, vingt millions de plus que tous les autres pays réunis. Mais nous ne retirons pas de nos possessions un dixième de ce que les autres peuples en retirent, et nous y semons, avec notre argent, des cimetières, grands comme des villes, où dorment des milliers et des milliers de fils de paysans ou d'ouvriers (Relire, pour s'en convaincre, l'expédition de Madagascar : cette lecture est particulièrement recommandée aux vivearmées antisémites).

Est-ce à dire que certains territoires conquis ne soient pas fertiles et susceptibles, par conséquent, de rendre à la métropole les sacrifices consentis ? Certes, notre empire colonial compte des terres, qui, mises en valeur, pourraient, sans grandes dépenses, devenir des centres importants de production.

Ces terres-là, on les délaisse, on les relègue volontairement au rang de mangueses d'hommes, parce que messieurs les spéculateurs qui se taillent de si gros dividendes au sein des compagnies des chemins de fer, n'y trouvent à entreprendre aucune des grandes opérations dont ils sont coutumiers, et on les délaisse aussi, parce que les professionnels du sabre ne peuvent y ramasser des croix et des galons.

Le sac budgétaire sera ballotté de ci, de là pendant les quelques jours de son exposition à la Chambre, mais il passera tout de même aux pattes de la meute impatiente qui attend derrière les grilles du Palais-Bourbon.

Et si — comme cela est certain — nos acés socialistes proposent d'arracher aux grandes compagnies leurs scandaleux privilèges et de décréter le réseau de communication, propriété nationale et sociale, on verra le premier imbécile venu se lever au centre et crier contre nos amis : « A bas les partageux ! »

Ce cri, d'une monstrueuse ironie, aura son pendant, n'en doutez pas. Car, si les mêmes

socialistes déclarent ne plus vouloir de ces expéditions coloniales où sombre le meilleur de la richesse du pays et où la robuste jeunesse va crever de la fièvre, on entendra un ridicule Lazies ou un grotesque Millevoye, lancer l'ignoble apostrophe : « A bas les Sans-Patrie ! »

J. PHALIPPOU.

### Aux Groupes

Le Conseil national informe les groupes que les nouvelles cartes pour l'année 1899 sont à leur disposition.

Adresser les demandes, 5, rue Rodier.

## PROCÉDÉS CAPITALISTES

Un Comité de défense des marins contre les agissements du syndicat des racoleurs et marchands d'hommes vient de se fonder à Portland (Aragon) sous le patronage de la Chambre de Commerce de cette ville.

Il vient de présenter un rapport à cette dernière qui contient des renseignements très instructifs, car ils permettent de constater à quelles horreurs aboutit le régime capitaliste.

Le résultat de ce rapport que sur les 133 navires étrangers qui sont venus charger à Portland du blé et de la farine, du 1<sup>er</sup> juillet 1897 au 30 juin 1898, il y a eu : 105 anglais avec 1536 marins sur lesquels il en a déserté 649, soit 42,71 0/0 ; 18 allemands avec 412 marins sur lesquels il en a déserté 104, soit 25,24 0/0 ; 5 norvégiens avec 124 marins sur lesquels il en a déserté 13, soit 10,48 0/0 ; 4 français avec 84 marins sur lesquels il en a déserté 8, soit 9,52 0/0 ; 1 russe avec 26 marins sur lesquels il en a déserté 4, soit 15,35 0/0.

Les marins ne désertent pas de leur bon gré, sauf à de rares exceptions, mais bien par suite de menaces et de violence et trop souvent avec la connivence de leurs capitaines qui ont reçu des ordres de leurs armateurs.

Cela se passe surtout à bord des navires anglais et allemands, comme le témoigne le tableau ci-dessus ; d'ailleurs les marins français sont protégés dans une certaine mesure par l'inscription maritime.

Les contrats des marins anglais sont généralement passés pour trois ans, les armateurs ont donc tout intérêt à les faire désertir en donnant comme instruction à leurs capitaines de s'entendre de cela avec le syndicat des *Crimps* (racoleurs) ; en effet, le marin une fois déserté, perd tous ses droits aux gages qui lui sont dus et comme il est en faute, il ne peut avoir recours à son Consul. Les armateurs assez peu scrupuleux pour employer de pareils moyens trouvent ainsi le moyen de faire naviguer leurs navires à bon marché.

Le fait est devenu tellement scandaleux que le président du Comité M Quacquenbush affirme dans une lettre que nous avons sous les yeux que certains armateurs passent des contrats à l'avance pour leur fournir des hommes avec Sullivan, Grant et Cie ou avec John Betto, qui sont à la tête du syndicat des *Crimps* ; il ajoute que ces contrats pourraient engager la responsabilité des armateurs qui les ont signés comme complices des crimes des racoleurs.

Les méfaits des *Crimps* sont effrayants et c'est à un point que ceux-ci sont désignés sous les noms de requins, écumeurs de rivages, voleurs de marins, démon de la mer, escrocs, pirates et étrangleurs.

Aussi la Chambre de Commerce de Portland agit-elle en ce moment pour obtenir une législation pénale très sévère contre eux et même contre les capitaines et les armateurs qui se font leurs complices.

Le rapport ajoute que les 30.000 navires du monde qui jaugeant environ 30.000.000 de tonnes portent annuellement les exportations et les importations du monde valant près de vingt milliards de dollars (cent milliards de francs) et sont confiés aux soins, dans leur partie active, de trois millions de marins, chez lesquels les exemples d'infidélité dans le danger ou dans toute autre nécessité sont extraordinairement rares.

Que les hommes auxquels d'aussi vastes intérêts sont confiés sont dignes d'amitié et de sollicitude.

Cette observation est fort juste et elle mériterait d'être prise en considération par les autorités maritimes françaises qui laissent les marins sans défense contre les marchands d'hommes de nos grands ports.

Les marchands d'hommes français ne valent pas mieux que leurs congénères des États-Unis, c'est pour cela que les socialistes réclament des municipalités la création de Maisons de marins administrées par les syndicats maritimes où nos malheureux matelots seront arrachés aux hôtels borgnes des *Crimps* français, qui sont de véritables lupanars.

CH. BRUNELLIÈRE.

## NANTES

La Bibliothèque socialiste de Nantes organise tous les samedis soir une réunion d'études sociales, ou de discussion sur un point du programme. Ces réunions sont très suivies et permettent de faire de nouveaux adhérents au Parti. Ainsi, le samedi 7 janvier, la question des cantines scolaires a été traitée par les citoyens Brunellière, Dejean, Brasseur, etc., et il a été décidé de faire une active propagande en faveur de cette institution près des mères de famille, de façon à créer un courant d'opinion qui l'impose. Le samedi précédent, le citoyen Gaumer avait fait une très intéressante conférence sur le Théâtre social et les *Mauvais Bergers* d'Octave Mirbeau. L'exemple de la Bibliothèque socialiste de Nantes devrait être suivi dans d'autres villes.

—Le groupe d'études sociales de Rézé, adhérent à la Fédération socialiste nantaise, a conduit à sa dernière demeure le citoyen Surget, enlevé par la phthisie à la fleur de l'âge. Il désirait être enterré civilement, mais sa famille a cédé devant les menaces du clergé de Saint-Paul. Le citoyen Brunellière a prononcé une allocution sur sa tombe et engagé les assistants à serrer leurs rangs pour arriver à une société qui supprimerait les maladies dues aux privations subies par la classe ouvrière.

## PAS D'ILLUSIONS

On s'est félicité, de part et d'autre, de ce qu'un professeur de littérature, rédacteur au *Journal des Débats*, et d'opinions très conservatrices, a bien voulu pénétrer à la Maison du Peuple de Troyes, pour y faire une causerie-lecture sur les œuvres — ou sur certaines œuvres — de Victor Hugo.

Les camarades du Parti Ouvrier troyen, trop intelligents pour faire grise mine à un adversaire aimable et courtois, ont su faire à leur hôte les honneurs de leur maison ; ils ont applaudi, poliment, à son talent et à sa démarche.

Parmi les bourgeois, il y a eu des petits ricanements, et aussi des éloges pour cet homme courageux, assez indépendant pour tendre une main loyale aux socialistes-révolutionnaires, assez dévoué pour entreprendre une œuvre de rapprochement social, souhaitée par tous.

Quelqu'un a cru pouvoir rattacher cet incident local au mouvement universitaire actuel ; encore un « intellectuel » qui se laisse séduire, a-t-on dit ; décidément, les savants sont sur la bonne voie, sur celle qui conduit à la fréquentation de la classe ouvrière. La Révolution approche !

Pour ma part, j'estime que ce serait, probablement, une singulière révolution que celle qui serait amenée et conduite par ces prétendus néophytes ; sans plus insister sur le cas de M. Chantavoine, dont le réactionnarisme est tout à la fois militant et notoire, il est permis de faire observer à des camarades trop prompts à s'emballer, que la plupart des « ralliés » en question paraissent ignorer profondément la doctrine socialiste ; ceux qu'on a interviewés — et qui sont tous de très doctes personnages — ont confirmé des conceptions sociologiques plutôt chaotiques ; les uns ont évoqué l'ombre d'Auguste Comte, d'autres celle de Prodhon, d'autres encore celle de Louis Blanc ! Il y a un tant soit peu d'incohérence, chez nos intellectuels. Ils donnent l'impression d'hommes qui ont vécu enfermés, muris, dans le laboratoire ou dans le cabinet de travail ; leur cérébralité, concentrée sur un seul point de l'immense domaine scientifique, semble inapte à comprendre la question de vie ou de mort qui se pose, cependant, avec une force incomparable. Ces pauvres diables de savants ont l'air de s'éveiller à la lueur des flambeaux de vérité, brandis par des mains aussi charitables que persévérantes et bien intentionnées.

Mais pourquoi espérer que ces éléments — chez lesquels survit le vieux sentimentalisme et qu'un événement spécial détermine à confondre leurs protestations indignées — sont capables de mener à bien l'œuvre d'émancipation sociale ? Certes, ils contribuent, par leur labeur de chaque jour, à préparer les merveilles de la société future ; ouvriers de la science dont la fonction sociale consiste à arracher à la nature ses multiples secrets, pour doter l'humanité de découvertes destinées à augmenter la somme de bonheur de chacun et de tous, les « intellectuels » exercent une sorte de profession sainte ; Seulement, ils ignorent la misère prolétarienne ; le parasitisme capitaliste leur paraît une chose toute naturelle : en venant chez

nous, ils ont peut-être plus à apprendre qu'à enseigner.

Du reste, en s'affranchissant, la classe ouvrière affranchira le monde intellectuel ; de grâce, qu'on ne songe pas à un intervertissement de rôle, illogique, impossible.

H. MILLET.

## L'AFFAIRE DREYFUS ET LE PARTI SOCIALISTE

Nous reproduisons encore quelques pages de l'article publié sous ce titre par notre ami Gabriel Deville, dans le dernier numéro du *Devenir Social* :

Il n'est pas niable que la légalité n'a pas été respectée dans le procès Dreyfus ; il n'est pas niable que Dreyfus a été condamné sur le vu de pièces sur lesquelles il n'a pas été interrogé, qui n'ont pas été soumises à son défenseur. Les garanties légales n'ont pas été observées, ce n'est pas douteux. Je n'ai pas cessé d'approuver toutes les critiques à cet égard. Mais, cherchant à voir les choses comme elles sont réellement, j'étais bien obligé de constater que cette illégalité n'a malheureusement d'exceptionnel que la protestation dont elle a été l'objet de la part de certaines personnes qui ont mis dans l'effarouchement de leur conscience tout le zèle des néophytes.

Tant qu'on n'aura pas établi qu'avant l'affaire Dreyfus nous vivions dans une société où tout se passait correctement, sans mensonges, sans illégalités, sans injustices, je ne comprendrai pas pourquoi l'illégalité commise contre Dreyfus exigeait une indignation spéciale. Qu'on veuille bien, n'est-ce pas, ne pas dénaturer ma pensée. Je reconnais l'illégalité et je la réprouvais ; je me borne à dire que je la réprouvais au même titre que tant d'autres de même ordre, ni moins, ni plus. Que d'autres consciences se soulevassent tout spécialement en faveur de Dreyfus, c'était l'exercice d'un droit que je me réservais de ne pas exercer, mais que je me refusais à restreindre : la liberté d'opinion — je n'ai pas cessé de le penser et de mettre mes actes d'accord avec mes idées — doit être entière pour chacun.

Non seulement, en matière de respect sincère des droits de tous, l'irrégularité, l'illégalité, l'application arbitraire des lois sont choses courantes chez nous, mais encore l'illégalité même commise dans l'affaire Dreyfus est une illégalité habituelle, comme il est assez aisé de le savoir et comme le prouve la « naïveté tranquille » avec laquelle un des juges l'a signalée.

Que la production dans la chambre des délibérations d'un conseil de guerre de pièces secrètes ou de documents confidentiels soit fréquente, cela, certes, n'est pas de nature à l'excuser ; mais c'est de nature à expliquer pourquoi le fait seul d'une telle illégalité ne pouvait pousser des hommes politiques qu'à une campagne de réforme générale et non à une campagne de révision particulière.

Dans la nouvelle manifestation d'un abus n'ayant rien d'exceptionnel, je trouvais un motif de réclamer une autre organisation de la justice pour les militaires, je ne trouvais pas un motif de m'associer exceptionnellement à la demande de révision d'un jugement au milieu de cent autres rendus dans d'aussi déplorables conditions ; et ne pouvaient que confirmer cette manière de voir l'opinion que j'avais sur le fond du jugement et la conviction que la plupart des partisans primitifs de la révision de ce seul jugement particulier n'auraient, dans des circonstances semblables, jamais demandé la révision s'il s'était agi d'un simple soldat, d'un paysan ou d'un ouvrier. Jaurès, oui, l'aurait demandée avec au moins la même énergie ; mais je reste persuadé qu'il n'aurait pas été suivi par les « intellectuels » de marque ou d'occasion avec lesquels il vient de marcher... Passons au principal mouvement politique que l'affaire Dreyfus a surexcité.

Il est évident que la réaction, qui n'a pas prémédité l'affaire Dreyfus, a cherché à exploiter, de même qu'elle a cherché à accaparer Boulanger, maladroitement créé, en dehors d'elle, par d'éminents radicaux.

Il y a dans nos sociétés modernes deux grandes forces auxquelles tout aboutit : l'armée et la masse. L'armée est la force toujours visible ; la masse est, comme force consciente, une force latente. La puissance de la première vient d'une solide organisation dont dispose celui qui en tient les cadres d'officiers ; la puissance directe de la seconde apparaît en fait bien faible, sinon nulle, tant que, sans instruction, sans organisation, la masse n'est que de la poussière d'hommes dont peuvent jouer à leur gré ceux qui disposent de la force tangible, de

l'armée. Mais, si la masse n'est pas instruite, elle est éduquée ; si elle n'est pas organisée, elle est organisée.

Alors que, en dehors de toute autre considération, il serait, à mon sens, insensé de songer à opposer la masse à l'armée sur le terrain militaire, il est possible par la propagande d'instruire et d'organiser la masse sur le terrain politique. Conquérir des électeurs à l'idée socialiste, c'est aujourd'hui assurer la pénétration de cette idée dans les rangs d'une armée où passent tous les fils d'électeurs et où périodiquement reviennent la plupart des électeurs jusqu'à quarante ans. Plus sera grande la portion de la masse acquise à notre parti, plus seront nombreux dans l'armée, même les adhérents de ce parti, sans risquer parmi les soldats la moindre propagande directe qui aurait, celle-là, plus d'inconvénients que d'avantages. A mesure qu'elle prend conscience de sa force, la masse accroît la réalité de sa puissance, directement par son action voulue sur le mouvement politique, et indirectement en imprégnant de son esprit la seule force qui lui soit opposable, l'armée.

Celle-ci est à l'image de la masse appelée désormais à la constituer ; plus la masse sera socialiste, plus, par cela seul, il y aura de socialistes parmi les soldats, et moins on pourra faire d'eux un instrument de réaction. Tout le monde soldat, c'est l'armée ne faisant qu'un avec la nation et pensant comme celle-ci lorsque celle-ci aura été amenée à transformer ses préjugés en pensées libres et ses perceptions confuses en volontés réfléchies.

C'est bien là ce qui inquiète certains de nos adversaires et les pousse parfois encore à rêver d'une armée réduite, mais exclusivement composée de professionnels soustraits à tout contact d'idées avec la population. Si avantageux que le système militaire d'autrefois pût être à l'intérieur pour les réacteurs de toutes nuances, sa résurrection est irréalisable, parce que la mission toujours à redouter, malgré la proposition de désarmement du tsar, de l'armée à l'extérieur, ne permet plus de se passer du nombre.

Pour grand et pour sincère que soit chez tous l'amour de la paix, il est des nécessités devant lesquelles tous sont obligés de s'incliner ; c'est pourquoi, par exemple, le dernier Congrès socialiste international n'a réclamé la suppression des armées permanentes qu'à la condition qu'elle fût « simultanée dans toutes les nations ». Tant que persisteront ces nécessités défensives, le rôle de l'armée, si atténué qu'il soit destiné à devenir à l'intérieur par le succès de la propagande socialiste dans le pays, gardera toute son importance au point de vue extérieur, ceux qui ne possèdent rien, mais qui luttent pour l'idée socialiste, étant les premiers à vouloir conserver à l'abri de toute atteinte, de tout recul, le pays où leurs efforts ont fait progresser leur idée et réalisé les conditions de progrès futurs.

Autant cette fonction de l'armée est utile, autant est nuisible celle qu'on cherche à lui faire remplir à l'intérieur. Il n'est pas douteux que la réaction qui s'est toujours efforcée de tenir l'armée et qui a trop réussi à la peupler de ses créatures, a vu dans l'affaire Dreyfus une bonne occasion d'écarter du commandement tout ce qui n'est pas absolument à sa dévotion. notamment le clan opportuniste si puissant il y a quelques années, et composé surtout de librepenseurs, de protestants ou d'israélites. Dreyfus n'a pas été condamné parce qu'il était juif, c'est vrai ; mais le cléricalisme a vu là une circonstance à exploiter à son profit contre tout ce qui n'est pas catholique, et les grands chefs ont favorisé cette manœuvre.

L'esprit clérical et réactionnaire du haut commandement est indéfinissable. Ils ont toujours été rares [les généraux affirmant dans leurs ordres du jour leur dévouement à la République ; on n'en voit plus de ceux-là aujourd'hui. Presque tous, sinon tous, s'arrangent, au contraire, pour que le mot de République ne figure même plus dans ces documents où ils se mêlent de critiquer ce qui, dans l'exercice de leurs fonctions, ne les regarde pas : ont été de ce nombre le général Metzinger à Marseille et le général Guy de Taradel à Auch.

Tandis que certains généraux se croyaient déjà tout permis, comme M. de Boisdeffre en cours d'assises, une campagne était entreprise, en particulier par tous les adversaires de la forme républicaine, pour mettre l'armée et ses chefs au-dessus de tout. Pourquoi cette affectation à acclamer tout spécialement l'armée, alors qu'elle ne joue aucun rôle actif pouvant justifier cet enthousiasme, alors que les plus échauffés n'avaient pas l'habitude de manifester ainsi ? Pourquoi l'armée aurait-elle, seule de toutes nos institutions, le privilège d'être à l'abri de la critique ? Oui, vive l'armée qui défend par exemple, le territoire ; mais à bas l'armée qui se prête, par exemple, à un coup d'état. Or, ceux qui voudraient rendre le haut

commandement intangible, ceux qui tentent d'inculquer à la masse le culte de l'état-major pour faciliter l'action de l'état-major sur la masse, sont ceux qui n'attendent plus que de la force brutale la restauration impériale ou monarchique, mais toujours clérical, dont ils sont les dévôts aux dents longues et impatientes.

Dans leur banquet du 15 août dernier, orléanistes et bonapartistes distinguaient entre l'armée de la République et la République, outrageaient celle-ci et flagornaient celle-là. Déjà en avril 1895, au Congrès de la jeunesse royaliste tenu à Bordeaux, un orateur s'écriait : « une épée, cela représente la force à laquelle on doit sans hésiter recourir. » C'est ce que pensent également les chefs bonapartistes toujours prêts à risquer la peau des autres dans un nouveau 2 Décembre.

Enfin, le 19 juillet dernier, devant le généralissime des armées françaises, en grand uniforme, escorté de généraux et d'officiers, M. Didon, qui est républicain comme il est père, en faisant le contraire de ce qu'il faut pour l'être véritablement, a pu, aux applaudissements de ces messieurs, dans un discours que des amis exaltés ont appelé « un hymne à la force », s'élever violemment contre le « civilisme », c'est-à-dire contre la subordination fondamentale de l'autorité militaire au pouvoir civil, pousser à l'emploi des armes contre ses concitoyens et demander à l'armée de les « terroriser », « même au prix du sang ».

Ces excitations de bandit s'adressent à un corps d'officiers qu'on a sottement, sinon criminellement, permis à l'enseignement clérical de préparer à son aise ; la proportion de ses élèves admis à Saint-Cyr, notamment, est très forte. Pour faciliter cette admission aux jeunes cancre de l'aristocratie, on a recours, nous l'avons vu récemment, à des indiscrétions sur le sujet, des compositions ; pour les faire avancer quand, sortis de Saint-Cyr, ils échouent à l'École de guerre, on opère, ainsi que l'a raconté, le 25 janvier dernier, à la tribune de la Chambre, mon ancien collègue, point socialiste, Le Hérisé, dévoilant des faits scandaleux de favoritisme au profit d'incapables et au détriment de ceux qui travaillent et savent. Parvenant plus tôt que ceux-ci, grâce à ces procédés, aux grades supérieurs, ils prétendent que l'intérêt du pays exige qu'on s'incline avec confiance devant leur incapacité !

Cléricaliser toujours davantage l'armée, l'aduler, basement, au point de transformer un faux ignoble en manifestation louable du devoir militaire, et tenter de l'exaspérer contre ceux qui prétendent la juger librement d'après ses œuvres comme toutes les autres institutions sociales, la pousser à un coup de force et chercher, par la plus odieuse exploitation de bons sentiments de la masse, à jeter celle-ci aux genoux de ceux qui la guettent, à la rendre complice de l'attentat dont elle sera la première victime, telle est la besogne réelle entreprise sous couleur de patriotisme, de nationalisme, d'antisémitisme, par tous les adversaires avoués ou hypocrites de la République.

Il y a là un péril grave que je n'ai jamais nié, loin de là ; ce péril, je l'ai vu, je l'ai dénoncé, j'ai voulu et je veux le combattre aussi efficacement que possible.

GABRIELDEVILLE.

ARBITRAGE

II

Quand le conflit entre le patron et l'Union n'a pu se trancher par un contrat collectif, c'est-à-dire en se basant sur une liste de salaires, une échelle mobile établie par des experts, alors intervient la question de force ; savoir qui aura les reins le plus solides, qui pourra résister le plus longtemps.

Cette liste établie après tant de travail et d'enquêtes est en réalité le seul lien qui existe entre les deux intérêts, c'est aussi ce que le système des Trades-Unions a établi de plus solide, le Chant du Cygne du « Self-Help ». On hésite souvent bien longtemps de part et d'autre avant d'annuler ce qui est le résultat d'efforts, avant de pousser la planche dans le gouffre qui sépare les deux classes.

Cependant il faut en venir là, dès que l'on veut établir un contrat sur de nouveaux termes, soit que les patrons protestent contre les salaires trop élevés selon eux, et en désaccord avec les nouvelles conditions du marché, soit que les Unions veulent profiter de la hausse des affaires. Nous admettons, une fois pour toutes que des deux côtés il n'y ait pas de dissidents, que l'on trouve une association de patrons, comme lors de la grève des mécaniciens,

opposant une masse solide à l'organisation des Unions. Il n'y a donc pas d'intermédiaire entre les deux partis ; le mieux organisé, le plus riche, triomphera.

Sydney Webb, dans son livre déjà cité, montre clairement les conditions dans lesquelles la lutte s'engage : « Lorsqu'il s'agit — et c'est là vraiment le point délicat — d'un nouveau contrat, on ne peut s'attendre à ce que les deux partis s'adressent de leur pleine volonté à un arbitre, à moins qu'il ne s'entendent — ce qui est peu probable — sur une base commune de salaires. » Dans ce cas, on reviendrait tout naturellement au contrat collectif. « D'autre part, les ouvriers commencent à être partisans d'un salaire minimum basé sur les conditions nécessaires à une vie saine et civilisée. Ce serait, une première taxe imposée à l'industrie du pays. Si les patrons l'acceptaient l'on n'aurait chaque fois qu'un différend s'élèverait, qu'à examiner si les conditions du milieu ont changé. »

Mais concevoir ledit consentement, nous semble un rêve en période capitaliste, et il semble notamment en Angleterre, de plus en plus loin de sa réalisation. Voyons ce qui existe en réalité et sur quelle base on peut établir un arbitrage. En 1896, le Parlement anglais vota l'Acte de Conciliation, qui se résume simplement ainsi : « Le Conseil du Commerce (Board of Trade) à la pouvoir en cas de dispute dans l'industrie, de faire une enquête sur les causes de ce différend... Si l'on désire un arbitrage, le Conseil peut nommer un arbitre. »

Impossible de trouver des termes plus vagues ; en réalité, cela revient à dire que, même sans le projet de loi, les patrons et les ouvriers n'auraient eu qu'à s'entendre pour nommer un arbitre. Le Conseil du Commerce se contente de rôder autour du champ-clos, en attendant que les deux combattants s'adressent à lui et lui demandent d'intervenir. Il n'a nullement le droit de contraindre le parti récalcitrant à entrer en négociations et encore moins à imposer sa décision. Un seul Parlement, celui de Victoria en Australie, a donné à l'Acte d'Arbitrage force de loi (1891).

Dans l'histoire des Unions Anglaises, on a trois exemples d'Arbitrage ; ceux de lord Roseberry en 1893, après la grève des mineurs qui dura seize semaines ; de sir Courtenay Beyle en 1895, dans la grève des bottiers et cordonniers et enfin en 1896, celui de lord James, pour les ouvriers des ports et les mécaniciens de la Clyde et à Belfast. Ces trois interventions, sans trancher définitivement le débat, montrent au moins que l'Arbitrage est passé de la théorie au fait.

C,

Le Congrès de Vaucluse

Fondée en 1897, au Congrès départemental de Pernes, la Fédération socialiste de Vaucluse (adhérente au Parti Ouvrier Français) a tenu dimanche dernier, à Carpentras, son troisième Congrès annuel.

Il a tenu une séance de neuf heures du matin à une heure de l'après-midi, au siège social du Cercle républicain socialiste de Carpentras. Il était présidé par notre ami, le citoyen Flaissières, maire de Marseille, assisté des citoyens Griffoul et Fructus, assesseurs et Abram, secrétaire.

Le Conseil national du Parti était représenté par les citoyens Pastre et Alexandre Zévaès, députés, qu'accompagnait notre ami et collaborateur Gabriel Bertrand.

A l'ouverture du Congrès, le citoyen Double, au nom du cercle carpentrassien, salue les citoyens venus des différents points du département de Vaucluse. Le citoyen Flaissières transmet au Congrès, le salut de Marseille socialiste et de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône. Le citoyen A. Zévaès salue la Fédération vauclusienne au nom du Conseil national.

La vérification des pouvoirs accuse la représentation au Congrès des groupes et cercles suivants :

- Antoingues. — Groupe socialiste.
- Aubignan. — Cercle républicain socialiste.
- Bollène. — Cercle républicain socialiste.
- Carpentras. — Cercle socialiste. — Groupe de la Jeunesse républicaine socialiste.
- Cavaillon. — Groupe socialiste.
- Lagnes. — Groupe des Paysans socialistes.
- Maumont. — Cercle socialiste.
- Monteux. — Cercle républicain socialiste.
- Orange. — Cercle ouvrier socialiste.
- Pernes. — Chambre du Réveil socialiste. — Groupe socialiste.
- Velleron. — Cercle l'Indépendant.

Des délégués individuels sont, en outre, ve-

nus des communes de Bédoin, Caromb, l'Isles-sur-Sorgues, Mazan, Malaucène, Méthamis, Sablet, Sarrrians, Vaison.

Après la vérification des pouvoirs et l'adoption à l'unanimité du rapport présenté par le citoyen H. Fructus sur la situation financière de la Fédération, le Congrès passe à la discussion des statuts définitifs réglementant l'organisation intérieure et le fonctionnement de la Fédération.

Le manque de place ne nous permet pas de les reproduire ici. Nous nous bornons à indiquer les trois premiers articles adoptés qui indiquent nettement l'esprit qui anime nos camarades socialistes de Vaucluse :

ARTICLE PREMIER. — Le titre de la Fédération est : Fédération socialiste de Vaucluse (adhérente au Parti Ouvrier Français). La Fédération a pour but de réunir les divers groupements du Parti Ouvrier de Vaucluse et de contribuer à l'extension du mouvement socialiste. Elle se compose des groupes du Parti, associations, cercles d'études sociales, comités, syndicats, en rapports constants avec le bureau fédéral au moyen de secrétaires désignés à cet effet et dont les nominations devront être immédiatement transmises à celui-ci. Elle reçoit, en outre, les adhésions individuelles des citoyens domiciliés dans les localités où il n'existe pas encore d'organisation socialiste.

Le siège de la Fédération est désigné chaque année par le Congrès départemental de la Fédération.

ART. 2. — La Fédération adhère au Parti Ouvrier Français, à son programme, à sa tactique et à ses Congrès nationaux.

Comme le Parti Ouvrier Français et comme les partis ouvriers et socialistes organisés des deux mondes, elle poursuit comme but : la socialisation des moyens de production et d'échange, et comme moyens, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat constitué en parti distinct de classe, et l'entente internationale des travailleurs.

ART. 3. — La Fédération tiendra un Congrès annuel, au lieu fixé par le précédent Congrès. Le Conseil National du Parti Ouvrier Français sera représenté à ce Congrès.

Un Congrès extraordinaire pourra être tenu avant toute période d'élections générales.

Le Congrès aborde ensuite la question : « Presse du Parti ; moyens de propagande. » A l'unanimité, il la tranche par la résolution suivante, qu'il décide d'ajouter, sous forme d'article, aux statuts de la Fédération précédemment adoptés :

Le Congrès engage tous les militants isolés des communes rurales, appartenant à titre individuel à la Fédération socialiste de Vaucluse, à former, autant que cela leur sera possible, dans leurs communes respectives, des groupes du Parti Ouvrier, cercles, comités socialistes et à faire aussitôt adhérer à la Fédération les nouveaux groupements ainsi constitués.

Le Congrès invite, en outre, les groupes et cercles composant la Fédération, à se munir des brochures de propagande socialiste éditées par la Bibliothèque du Parti Ouvrier Français et à les propager autour d'eux. Il les invite également à s'abonner, en tant que groupe, au *Socialiste*, organe central du Parti Ouvrier Français, servant de lien entre toutes les fédérations départementales et régionales du Parti et à vulgariser le plus possible le journal hebdomadaire *L'Avenir social*, récemment fondé par la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône et qui devient en même temps l'organe officiel de la Fédération socialiste de Vaucluse.

Pour l'organisation de conférences dans le département, les groupes, cercles et membres adhérents à la Fédération sont chargés d'en aviser le bureau fédéral qui se mettra en rapports à cet effet avec le Conseil national du Parti Ouvrier Français.

Le bureau de la Fédération socialiste de Vaucluse sera composé pour l'année 1899 des citoyens H. Fructus, Abram et Mouillade ; la commission de contrôle, des citoyens Chave, Deloule, Griffoul et Granier.

Le congrès annuel de la Fédération se tiendra en 1900 à Orange ; l'organisation en est confiée au cercle ouvrier socialiste de cette ville.

Le congrès est clos ensuite, après l'adoption, par acclamations, d'un ordre du jour présenté par le citoyen Abram, remerciant de leur concours les citoyens Flaissières, Pastre et Zévaès et félicitant les travailleurs socialistes de Marseille, du Gard et de l'Isère de l'heureux choix qu'ils ont fait en élisant de tels citoyens.

Un banquet de 150 couverts, présidé par le D<sup>r</sup> Flaissières, a ensuite réuni les congressistes.

Enfin, à l'occasion du congrès, d'importantes réunions publiques ont été tenues dans les principales communes de Vaucluse. On en lira plus loin le compte rendu.

L'Internationale

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier), tient à la disposition des Groupes l'Internationale d'EUGÈNE POTIER, Paroles et Musique, au prix de 2 fr. 50 le Cent, franco à domicile.

L'Insurgé

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier), tient à la disposition des Groupes l'Insurgé, Paroles et Musique, au prix de 2 fr. 50 le Cent, Franco à domicile.

LE PARTI OUVRIER

EN FRANCE

Paris

Lundi dernier a eu lieu à l'Hôtel des Sociétés savantes, la conférence du citoyen Vau-dervelde, sur « les Villes tentaculaires ».

Cette réunion, dont le succès a été très grand, était présidée par notre ami, le citoyen Bénézech, membre du Conseil national du Parti Ouvrier Français.

— Samedi soir, 21 janvier, se tiendra, à la Maison du Peuple de la rue Balagny, une grande réunion publique et contradictoire, avec le concours du citoyen Phalippou, rédacteur au *Socialiste*.

Ordre du jour : *Qu'est-ce que le Socialisme ?*

— Dimanche, 21 janvier, meeting franco-italien, salle du Petit-Caveau, 63, rue de Flandre.

Sujet : la France et l'Italie dans le mouvement internationaliste.

Orateurs : Alfani, du Parti Ouvrier Italien ; Phalippou, du Parti Ouvrier Français.

Amiens

Le groupe d'études sociales vient d'aviser le Conseil national que, par décision unanime, il adhère au Parti Ouvrier Français.

Une demande de cartes, insignes, etc., a suivi l'adhésion.

Toutes nos félicitations aux vaillants camarades d'Amiens.

Carpentras

Le Congrès de la Fédération de Vaucluse et le banquet offert par les cent cinquante délégués aux citoyens Flaissières, Pastre, Zévaès, et Gabriel Bertrand n'ont constitué que la première partie de l'action socialiste accomplie le dimanche 15 janvier dans le département.

Il a été tenu, en effet, au cours de l'après-midi et de la soirée quatre grandes réunions publiques, dont le succès témoigne les immenses progrès effectués en quelques mois par le Parti dans l'arrondissement de Carpentras.

Tout d'abord, aussitôt le banquet terminé, à trois heures, plus d'un millier de citoyens se pressaient dans une salle malheureusement trop étroite, la municipalité carpentrassienne ayant refusé le théâtre. Le citoyen Flaissières, maire de Marseille, est nommé président avec, pour assesseurs, les citoyens Fructus, Abram et Griffoul.

Dans une courte allocution très applaudie, le citoyen Flaissières remercie l'Assemblée et salue, au nom de la démocratie marseillaise, la démocratie carpentrassienne.

Il donne ensuite la parole au citoyen Pastre, député du Gard, qui prononce un discours d'une forte éloquence dont l'impression est très vive sur l'auditoire. Le citoyen Zévaès succède au citoyen Pastre et avec une parole ardente expose la théorie collectiviste dans son intégralité. Pendant plus d'une heure, il a entraîné, subjugué, convaincu, l'unanimité des citoyens qui l'interrompaient par des applaudissements enthousiastes.

Le citoyen Flaissières a enfin donné la parole « au vaillant candidat de 1898, au futur député socialiste de la circonscription ». Ces mots sont soulignés par une salve prolongée de braves. Le citoyen Gabriel Bertrand, avec une grande autorité, dégage la conclusion des manifestations de la journée. On l'acclame.

Malgré l'invitation du citoyen Flaissières, aucun contradicteur ne se présente. Un ordre du jour approuvant le langage des orateurs est voté à l'unanimité et l'on se sépare aux cris de : « Vive la République Sociale ! »

A six heures du soir, le citoyen Flaissières se rendait à Moutoux où le Cercle socialiste réunit la laïcisation de l'Ecole communale de jeune filles, M. Béraud, conseiller général, les membres de la commission de la Caisse des Ecoles laïques et ceux du Comité républicain avaient accepté l'invitation de nos camarades. Toute la démocratie républicaine de Moutoux participait à la manifestation.

Le citoyen Flaissières a prononcé un discours salué de longues acclamations. Cette soirée est inoubliable pour nos amis de Moutoux qui doivent à leur excellente organisation, à leur zélé dévouement et aux précieuses qualités de cœur et d'esprit du président de leur Cercle, le citoyen H. Fructus, non seulement un immense succès dans la commune, mais une place d'honneur dans la Fédération socialiste de Vaucluse.

A la même heure, les citoyens Alexandre Zévaès et Gabriel Bertrand donnaient successivement deux réunions : l'une à Velleron et l'autre à Pernes. Huit cents personnes au moins dans chacune de ces communes étaient venues entendre la parole socialiste. Nos amis ont été chaleureusement applaudis. C'est en vain encore qu'il a été fait appel aux contradicteurs.

L'Ordre du jour acclamant le Parti Ouvrier Français a été voté à l'unanimité.

Orange

Après avoir mené une vigoureuse campagne dans l'arrondissement de Carpentras, nos amis Vauclusiens ont résolu de porter la propagande et l'organisation du Parti dans celui d'Orange, où deux groupes du Parti Ouvrier

se sont formés depuis quelques mois : à Orange et à Bollène.

Deux conférences viennent d'y avoir lieu.

Samedi soir, c'est à Orange que nos deux dévoués élus, les citoyens A. Zévaès et Pastre, faisaient entendre et applaudir par un auditoire de plus de neuf cents personnes l'exposé des idées socialistes. A l'unanimité moins une voix, l'ordre du jour suivant a été adopté :

« Les citoyens d'Orange, réunis, salle du Casino, le samedi 14 janvier, après avoir entendu la conférence des citoyens U. Pastre et A. Zévaès, députés socialistes et délégués du Conseil National du Parti Ouvrier Français ;

« Acclament la démonstration qu'ils ont faite de la justice et du bien-fondé scientifique des principes socialistes ;

« Réprouvent et dénoncent les menées réactionnaires des Cavaignac, Cassagnac et autres P. Didon ;

« Invitent tous les travailleurs des villes et des campagnes à s'unir sous la bannière du Parti Ouvrier Français pour faire aboutir les réformes nécessaires et remplacer la République bourgeoise et cléricale de l'heure présente par la vraie République démocratique et sociale. »

A l'issue de la conférence, on s'est rendu au siège social du Cercle ouvrier socialiste, où de nouvelles allocutions ont été prononcées par les deux élus du Parti.

— Lundi 16, c'est à Bollène-la-Croisière, centre industriel, que la parole socialiste a été portée par Zévaès et Gabriel Bertrand. Une conférence publique et contradictoire devait être donnée par eux, salle du Casino ; mais elle a été empêchée par une bande de vingt ivrognes stipendiés, ayant à leur tête un nommé docteur Loque, personnage louche chassé par la Fédération socialiste de Vaucluse et qui — tel le fameux docteur Sudre de Carmaux — joue à Bollène, sous le masque nationaliste, le rôle d'agent de la réaction patronale et cléricale.

Empêchée par les quelques braillards de cette bande, la Conférence s'est tenue, un instant après, dans la vaste et magnifique salle où le Cercle du Parti a institué son siège et où s'étaient rendus cent quatre-vingts à deux cents personnes. Dans un superbe langage, Bertrand et Zévaès ont devant leur auditoire développé toute la doctrine fondamentale de notre Parti. Profonde a été l'impression causée par leur exposé et nombreuses les adhésions enregistrées, à cette soirée par le groupe socialiste bollénois.

— Vers mars ou avril, la propagande socialiste sera commençée dans les cantons de Vaison, de Malaucène et de Valréas (arrondissement d'Orange) et dans celui de l'Ille-sur-Sorgues (arrondissement d'Avignon).

#### Privas

Mardi dernier, nos amis A. Zévaès et Gabriel Bertrand étaient à Privas, où le jeune et actif groupe du Parti avait, avec leur concours, organisé une conférence publique, salle du Théâtre.

Malgré une tentative de cabale organisée par les jésuites et qui a piteusement avorté, nos deux dévoués propagandistes ont pleinement traité les questions portées à l'ordre du jour et ont été vivement applaudis par les travailleurs et par tous les républicains présents à la conférence, au nombre de quatre à cinq cents.

L'adoption de l'ordre du jour suivant a clos la réunion :

« Les citoyens privadois, assemblés salle du Théâtre, le 17 janvier 1899 ;

« Après avoir entendu les citoyens G. Bertrand et Zévaès dans leur conférence sur la doctrine socialiste et sur le programme et la tactique du Parti Ouvrier Français ;

« Approuvent leurs déclarations ;

« Réclament dans le socialisme la seule solution complète et possible du problème social ;

« Et se retirent aux cris de : « Vive le Parti Ouvrier ! Vive la République sociale ! »

#### Montluçon

Dimanche dernier a eu lieu, sous la présidence de notre ami Sauvanet, député, membre du Conseil National, le Congrès Cantonal du Parti Ouvrier, pour désigner un candidat au Conseil Général pour le canton-ouest de Montluçon, en remplacement de notre regretté ami J. Dormoy, décédé.

C'est le camarade Constans, maire de Montluçon, qui a été acclamé par l'unanimité des nombreux délégués de toutes les communes du canton, pour porter le drapeau du Parti Ouvrier Français, à l'élection cantonale, qui aura lieu le 29 janvier courant.

Les citoyens Constans, Augros, Fouilland de Montluçon et les camarades Lepineux, Cardivat, Lebourg, Coulhon, etc., des communes ont pris la parole pour inviter tous les amis à faire leur devoir et pour que cette lutte démontre définitivement que nos adversaires sont bien morts dans notre canton.

Le choix fait par le Congrès du camarade Constans, a été très heureux, car ce citoyen, par sa haute valeur socialiste et sa parole hardie et facile, rendra un immense service au parti, et remplacera, dans la mesure où il peut être remplacé, notre vénéré et regretté Dormoy.

Avant de se séparer, le Congrès a pris toutes les mesures pour l'organisation des réunions publiques dans toutes les communes du canton. Aucun adversaire n'osera affronter la lutte

contre le candidat du Parti Ouvrier Français et c'est par enthousiasme et par une immense majorité qu'il sera élu le 29 janvier courant.

#### Saint-Girons

Le Comité radical-socialiste de Saint-Girons, après avoir flétri les scandales électoraux, les faits de pression officielle qui se sont produits dans l'arrondissement de Saint-Girons, lors des dernières élections législatives ; après avoir applaudi au langage du citoyen Viviani ;

Adresse au représentant du peuple, Alexandre Zévaès, ses félicitations pour sa proposition d'une commission parlementaire en vue d'assurer la sincérité du suffrage universel et le prie de faire son possible pour que cette réforme essentielle soit votée au plus tôt.

#### Epernay

Le groupe du Parti Ouvrier, dans sa réunion du 16 janvier dernier, a décidé de prendre part à la lutte électorale ouverte en vue de remplacer M. Vallé, élu sénateur.

C'est le citoyen Mathis, conseiller municipal, qui a été désigné à l'unanimité.

L'élection aura lieu le 5 février prochain.

#### Calvisson

Le groupe socialiste de Calvisson (Gard) s'est réuni le 7 courant pour procéder à la nomination de sa commission exécutive pour le premier trimestre de 1899. Les citoyens L. Bastide, Martin, Demandier et Bonnaud, ont été élus.

Les rapports présentés par le citoyen Renault, trésorier, sur la gestion financière et par le citoyen Rouger, secrétaire sortant, sur la situation morale du groupe, ont été pleinement approuvés.

Puis, sur l'initiative du citoyen Rouger, les membres du groupe décident de se munir des cartes d'adhérents du Parti Ouvrier Français.

#### Toulouse

Ordre du jour :

L'Agglomération toulousaine du Parti Ouvrier Français, réunie le 14 janvier 1899, exprime aux citoyens Jaurès et Gérault-Richard et aux orateurs qui devaient les accompagner, ses regrets et son indignation pour les manœuvres qui ont amené l'ajournement de la réunion annoncée.

Elle flétrit énergiquement non seulement les procédés des jésuites, des cléricaux, des anti-sémites et des nationalistes, mais encore l'attitude anti républicaine de la municipalité radicale et du journal radical *la Dépêche*.

Fermement résolue à assurer la liberté de réunion et à sauvegarder les conquêtes républicaines abandonnées par la bourgeoisie, elle invite tous les travailleurs à user, à la première occasion, de tous les moyens pour défendre la République et protéger, contre toutes les coalitions rétrogrades, la liberté de parole nécessaire au triomphe définitif de la justice et de la République sociale.

#### La Guadeloupe

Le détachement guadeloupéen du Parti Ouvrier Français affirme constamment sa force.

La session du Conseil général présidé par le citoyen Legitimus n'a pas été sans avantage pour la classe ouvrière et paysanne.

Il a été voté, en effet, une subvention de 100.000 francs aux syndicats agricoles, une autre de 9.000 francs aux syndicats ouvriers et enfin une troisième subvention de 3.000 fr. sous forme de prime à la pêche côtière.

Ajoutons qu'une somme de 6.000 francs a été prélevée sur le budget de notre colonie pour venir en aide annuellement à six enfants des travailleurs des champs, employés à la journée afin de leur donner l'instruction secondaire et les préparer ensuite aux grandes écoles du gouvernement.

Messieurs les capitalistes ne gouvernent plus à la Guadeloupe.

### LE MOUVEMENT SOCIALISTE

Revue bi-mensuelle internationale

Directeur : H. LAGARDELLE

Administration : Librairie Bellais

17, rue Cujas, PARIS

PRIX : 0 fr. 40

Le premier Numéro vient de paraître

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANEE

#### Carnaval de Nice de 1899

A l'occasion du Carnaval de Nice, la Compagnie mettra en marche un train de plaisir de Paris à Nice, avec séjour facultatif à Marseille. Ce train prendra des voyageurs à Lyon.

Aller : Départ de Paris, le 8 février à 2 h. 40 soir ; de Lyon, à 11 h. 37.

Retour : Départ de Nice, le 15 février à 10 h. 45 soir.

Prix du voyage, aller et retour : de Paris, 90 francs en 2<sup>e</sup> classe ; 60 francs en 3<sup>e</sup> classe ; de Lyon, 50 francs en 2<sup>e</sup> classe ; 30 francs en 3<sup>e</sup> classe.

Les billets pour ce train de plaisir sont délivrés à Paris et à Lyon à partir du 15 janvier.

Pour plus amples renseignements, consultez les affiches publiées par la Compagnie.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANEE

La Compagnie P.-L.-M. organise, avec le concours de la Société française des Voyages Duchemin, quatre excursions permettant de visiter :

La 1<sup>re</sup> — l'Italie avec retour à Nice au moment des fêtes du Carnaval (du 16 janvier au 17 février).

Prix (tous frais compris) : 1<sup>re</sup> cl. 980 francs, 2<sup>e</sup> cl. 880 francs.

La 2<sup>e</sup> — le Littoral de la Méditerranée, Nice, au moment du Carnaval, retour par Turin (du 8 au 19 février).

Prix (tous frais compris) : 1<sup>re</sup> cl. 385 francs, 2<sup>e</sup> cl. 345 francs.

La 3<sup>e</sup> — le Littoral de la Méditerranée, pendant le Carnaval, et l'Italie (du 8 février au 9 mars).

Prix (tous frais compris) : 1<sup>re</sup> cl. 990 francs, 2<sup>e</sup> cl. 890 francs.

La 4<sup>e</sup> — l'Algérie et la Tunisie (du 19 février au 22 mars).

Prix (tous frais compris) : 1<sup>re</sup> cl. 1.150 francs, 2<sup>e</sup> cl. 1.050 francs.

S'adresser pour renseignements et billets, aux bureaux de la Société des Voyages Duchemin, 20, rue de Grammont, à Paris.

A l'occasion du Carnaval de Nice et du Tir aux pigeons de Monaco, la Compagnie délivrera du 31 janvier au 12 février 1899 des billets d'aller et retour de 1<sup>re</sup> classe, valables pendant 20 jours, et dont le prix au départ de Paris sera de 117 fr., 40 pour Cannes — 182 fr. 60 pour Nice — 186 fr. 80 pour Menton.

On trouvera ces billets et des prospectus détaillés aux gares de Paris-Lyon et Paris-Nord, ainsi que dans les bureaux de ville de la Compagnie P.-L.-M. et dans les agences spéciales.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANEE

La Compagnie P.-L.-M. organise, avec le concours de l'agence Desroches, diverses excursions permettant de visiter (tous frais compris) :

Les unes : l'Egypte et le Nil (25 janvier au

22 février) : 1<sup>re</sup> classe, 1,850 fr. ; 2<sup>e</sup> classe, 1,625 fr. ; la Syrie, la Palestine, l'Egypte et le Nil (1<sup>er</sup> février au 8 mars ou 20 avril) : 1<sup>re</sup> cl. 1,650 fr., et 3,900 fr. ; 2<sup>e</sup> classe, 1,500 fr., et 3,700 fr., suivant les itinéraires choisis.

Les autres : Nice, au moment du carnaval, et l'Italie (du 8 au 18 ou 25 février) : 1<sup>re</sup> classe, 350 fr., et 675 fr. ; 2<sup>e</sup> classe, 300 et 625 fr.

S'adresser, pour renseignements et billets, aux bureaux de l'agence Desroches, 21, rue du Faubourg-Montmartre, à Paris.

### ARGUS DE LA PRESSE

FONDÉE EN 1879

Pour être sûr de ne pas échapper un journal qui l'aurait nommé, il était abonné à l'Argus de la Presse « qui lit, découpe et traduit tous les journaux du monde, et en fournit les extraits sur n'importe quel sujet ».

Hector Malot (*ZYTE*, p. 70 et 323).

L'Argus de la Presse fournit aux artistes, littérateurs, savants, hommes politiques, tout ce qui paraît sur leur compte dans les journaux et revues du monde entier.

L'Argus de la Presse est le collaborateur indiqué de tous ceux qui préparent un ouvrage, étudient une question, s'occupent de statistique, etc., etc.

S'adresser aux bureaux de l'Argus, 14, rue Drouot, Paris. — Téléphone. L'Argus lit 5,000 journaux par jour.

#### AVIS AUX FUMEURS

Demandez dans tous les Bureaux de Tabac :

### LE PAPIER DES 3/8

DIX CENTIMES LE CAHIER

5 francs le cent. — Franco dans toutes les gares.

Adressez Commandes et Mandats à RENÉ CHAUVIN, 8, Passage Tivoli. — Paris.

Le Gérant : A. DELADERERE.

Paris. — Imp. A. Désiré, 25, rue Buffault.

# Le Socialisme au Jour le Jour

PAR

## JULES GUESDE

Propriété et Profits capitalistes

Autour d'une Grève

Leurs Remèdes

Solution

Varia

Un fort Volume de 500 Pages

Pour les Groupes et les Membres du Parti 2 FR. 50 au lieu de 3 fr. 50 (port en sus, 50 cent.)

S'adresser aux Bureaux du SOCIALISTE, 5, rue Rodier, Paris.

## LE DEVENIR SOCIAL

Revue internationale d'Economie, d'Histoire et de Philosophie

Le Devenir Social paraît mensuellement par fascicules de 96 pages, gr. in-8<sup>o</sup>.

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

Abonnement annuel : France, 18 fr. ; Union postale, 20 francs.

Les abonnés du Socialiste peuvent, toutefois, en s'adressant à l'administration du Socialiste, s'abonner au Devenir Social pour la somme de 12 francs.

Principaux articles publiés dans le

#### DEVENIR SOCIAL :

Paul Lafargue. — *Origine de la propriété foncière en Grèce.*

Paul Lafargue. — *Campanella.*

F. Engels. — *Contribution à l'histoire du christianisme primitif.*

Labriola. — *L'Université et la liberté de la science.*

Enrico Ferri. — *Les Théories sociologiques de M. Tarde.*

Pierre Lavroff. — *Le Progrès : théorie et pratique.*

G. Sorel. — *Les théories de M. Durckheim.*

Aveling. — *Les sans-travail en Angleterre*

Karl Marx. — *La philosophie du droit de Hegel.*

Vandervelde. — *La législation ouvrière, les règlements d'atelier.*

B. Lazare. — *La cité moderne de M. Izoulet.*

Ch. Bonnier. — *Délivrance de l'art.*

Karl Kautsky. — *Le socialisme et les carrières libérales.*

Plekhanoff. — *Saint-Simon et quelques historiens du temps de la Restauration.*

B... — *La métaphysique évolutionniste de M. Brunetière.*

Zerboglio. — *L'alcoolisme : ses causes et ses remèdes.*

Conrad Schmidt. — *Le III<sup>e</sup> volume du « Capital » de Karl Marx.*

SOMMAIRE DU DERNIER NUMÉRO DU

#### DEVENIR SOCIAL

Gabriel Deville. — *Le Parti socialiste et l'affaire Dreyfus.*

Benedetto Croce. — *Le Livre de M. Stammeler.*

Elehard Esse. — *Le Socialisme en Pologne.*

Huysmans. — *Le Mouvement socialiste en Belgique.*

Revue des Revues.

Bibliographie.